



**ATTESTATION D'ASSURANCE RESPONSABILITE CIVILE  
L'ASSURANCE BTP  
INGENIERIE**

Code courtier : 01470442 0

**ABE**

32 RUE MONSEIGNEUR DUCHESNE  
35000 RENNES  
Tel : 02 99 78 00 86

**INAUV**

18 RUE VALENTIN HAUY  
63000 CLERMONT FERRAND

**MMA IARD Assurances Mutuelles - MMA IARD**

certifie que : INAUUV

- **a souscrit l'assurance MMA BTP, contrat n° 146 181 627**
- pour garantir sa responsabilité civile liée aux activités professionnelles suivantes :
  - Maitrise d'oeuvre TCE
  - Bureau d'études TCE
  - Maitre d'oeuvre de désamiantage limitée à 5% des honoraires
  - OPC
  - Economie de la construction
  - Coordination SSI
  - Expertises, diagnostics, conseils en construction, process industriel

*Ces activités sont couvertes dans le cadre de groupement solidaire conjoint*

A la date de délivrance de cette attestation, ce contrat couvre, dans les conditions définies contractuellement, les conséquences pécuniaires résultant de la mise en jeu de sa responsabilité civile liée à ses activités professionnelles

Le montant des garanties indiqué ci-dessous est délivré pour la totalité des assurés dénommés au contrat

Il comprend les garanties suivantes :

INDEX DU BATIMENT BT 01 (VAR. ANNUELLE REF. 01/06) : valeur 131.20 applicable au 01/01/2025		
Responsabilité Civile Professionnelle - Concepteurs		
Nature des garanties	Montant des garanties (par sinistre et par année d'assurance) (4)	Montant des franchises (non indexé) (2)
A. Tous dommages confondus dont :	8 000 000 EUR (non indexé)	
B. Dommages corporels et immatériels consécutifs (1)	8 000 000 EUR (non indexé)	Néant
.Limité en cas de faute inexcusable à	3 500 000 EUR (non indexé)	
.Utilisation ou déplacement d'un véhicule	sans limitation de somme	
C. Dommages matériels et immatériels consécutifs (1)	4 370 000 EUR	2 500 EUR
.dont par vol commis par vos préposés	59 100 EUR	
D. Dommages subis par les biens et documents confiés	374 000 EUR	
E. Dommages immatériels non consécutifs (1) (hors performance Energétique)	749 000 EUR	2 500 EUR
F. Dommages intermédiaires	749 000 EUR	2 500 EUR
G. Dommages par atteintes à l'environnement accidentelles se produisant dans l'enceinte de l'un des établissements de l'assuré (3)	505 000 EUR	2 500 EUR
.dont frais d'urgence	50 500 EUR	
H. Préjudice écologique (1)	374 000 EUR	
I. Pertes pécuniaires environnementales dont	374 000 EUR	
.dont responsabilité environnementale	124 000 EUR	
.dont frais de dépollution des sols et des eaux	124 000 EUR	
.dont frais de dépollution des biens immobiliers et mobiliers	124 000 EUR	

(1) Pour les sinistres survenus avant achèvement des travaux ou prestations, le montant de garantie s'entend par sinistre.

(2) Pour un même sinistre de responsabilité civile, il est fait application de la franchise la plus élevée.

(3) Les montants de garantie applicables aux dommages par atteintes à l'environnement se produisant en dehors de l'enceinte de l'un des établissements de l'assuré, sont ceux précisés aux lignes de garanties A B C D E.

(4) Les montants des garanties constituent notre engagement maximum pour l'ensemble des assurés.

Cette attestation, valable pour la période du 01/01/2025 au 31/12/2025, est établie pour servir et valoir ce que de droit et n'implique qu'une présomption de garantie à la charge de l'assureur.  
Elle ne peut engager l'assureur en dehors des limites précisées par les clauses et conditions du contrat d'assurance auxquelles elles se réfèrent.

Fait le 24.12.2024  
à Le Mans.

L'Assureur,

*E. Leclercq*

## ATTESTATION D'ASSURANCE

### MMA IARD Assurances Mutuelles – MMA IARD

Atteste que : INAUUV demeurant 18 Rue Valentin HAUY 63000 CLERMONT FERRAND

SIRET N° 527 994 073

Est titulaire du contrat d'assurance de **responsabilité de nature décennale** n° 146 181 627

Pour la période du 01/01/2025 au 31/12/2025

Les garanties objet de la présente attestation s'appliquent :

- Maitrise d'oeuvre TCE
- Bureau d'études TCE
- Maître d'oeuvre de désamiantage limitée à 5% des honoraires
- OPC
- Economie de la construction
- Coordination SSI
- Expertises, diagnostics, conseils en construction, process industriel

*Ces activités sont couvertes dans le cadre de groupement solidaire conjoint*

- aux travaux ayant fait l'objet d'une ouverture de chantier pendant la période de validité mentionnée ci-dessus. L'ouverture de chantier est définie à l'annexe I de l'article A. 243-1 du code des assurances,
- aux travaux réalisés en France métropolitaine,
- aux chantiers dont le coût total prévisionnel de construction HT tous corps d'état, y compris honoraires, déclaré par le maître d'ouvrage n'est pas supérieur à la somme de 30 000 000 Euros,
- aux travaux, produits et procédés de construction suivants :
  - travaux de construction répondant à une norme homologuée (NF DTU ou NF EN), à des règles professionnelles acceptées par la C2P<sup>1</sup>, ou à des recommandations professionnelles du programme RAGE 2012 non mises en observation par la C2P<sup>2</sup>,
  - procédés ou produits faisant l'objet au jour de la passation du marché :
    - d'un Agrément Technique Européen (ATE) en cours de validité ou d'une Evaluation Technique Européenne (ETE) bénéficiant d'un Document Technique d'Application (DTA), ou d'un Avis Technique (ATec), valides et non mis en observation par la C2P<sup>3</sup>,
    - d'une Appréciation Technique d'Expérimentation (ATEX) avec avis favorable,
    - d'un Pass' innovation « vert » en cours de validité.

(1) Les règles professionnelles acceptées par la C2P (Commission Prévention Produits mis en œuvre de l'Agence Qualité Construction) sont listées à l'annexe 2 de la publication semestrielle de la C2P et sont consultables sur le site de l'Agence Qualité Construction ([www.qualiteconstruction.com](http://www.qualiteconstruction.com)).

(2) Les recommandations professionnelles RAGE 2012 (« Règles de l'Art Grenelle Environnement 2012 ») sont consultables sur le site internet du programme RAGE ([www.reglesdelart-grenelle-environnement-2012.fr](http://www.reglesdelart-grenelle-environnement-2012.fr)) et les communiqués de la C2P sont accessibles sur le site de l'AQC ([www.qualiteconstruction.com](http://www.qualiteconstruction.com)).

(3) Les communiqués de la C2P sont accessibles sur le site de l'AQC ([www.qualiteconstruction.com](http://www.qualiteconstruction.com)).

**Dans le cas où les travaux réalisés ne répondent pas aux caractéristiques ci-dessus énoncées, l'assuré en informe l'assureur.**

## ASSURANCE DE RESPONSABILITE DECENNALE OBLIGATOIRE

Nature de la garantie	Montant de la garantie
Le contrat garantit la responsabilité décennale de l'assuré instaurée par les articles 1792 et suivants du code civil, dans le cadre et les limites prévues par les dispositions des articles L. 241-1 et L. 241-2 du code des assurances relatives à l'obligation d'assurance décennale, et pour des travaux de construction d'ouvrages qui y sont soumis, au regard de l'article L. 243-1-1 du même code.	<b>En habitation :</b> Le montant de la garantie couvre le coût des travaux de réparation des dommages à l'ouvrage
La garantie couvre les travaux de réparation, notamment en cas de remplacement des ouvrages, qui comprennent également les travaux de démolition, déblaiement, dépose ou démontage éventuellement nécessaires.	<b>Hors habitation :</b> Le montant de la garantie couvre le coût des travaux de réparation des dommages à l'ouvrage dans la limite du coût total de construction déclaré par le maître d'ouvrage et sans pouvoir être supérieur au montant prévu au I de l'article R. 243-3 du code des assurances.
	<b>En présence d'un CCRD :</b> Lorsqu'un Contrat Collectif de Responsabilité Décennale (CCRD) est souscrit au bénéfice de l'assuré, le montant de la garantie est égal au montant de la franchise absolue stipulée par ledit contrat collectif.
<b>Durée et maintien de la garantie</b>	
La garantie couvre pour la durée de la responsabilité décennale pesant sur l'assuré en vertu des articles 1792 et suivants du code civil. Elle est maintenue dans tous les cas pour la même durée.	

La présente attestation ne peut engager l'assureur au-delà des clauses et conditions du contrat auquel elle se réfère.

**Par dérogation aux dispositions figurant dans le tableau ci-dessus, le montant de la garantie hors habitation couvre le coût des travaux de réparation des dommages à l'ouvrage.**

Dans la mesure où elles sont souscrites, les garanties obligatoires et complémentaires de responsabilité civile décennale, à l'exception de la garantie bon fonctionnement, sont gérées en capitalisation. Les autres garanties sont gérées en répartition.

## GARANTIE DE RESPONSABILITE DU SOUS-TRAITANT EN CAS DE DOMMAGES DE NATURE DECENNALE

Nature de la garantie	Montant de la garantie
Cette garantie couvre le paiement des travaux de réparation des dommages tels que définis aux articles 1792 et 1792-2 du code civil et apparus après réception, lorsque la responsabilité de l'assuré est engagée du fait des travaux de construction d'ouvrages soumis à l'obligation d'assurance, qu'il a réalisés en qualité de sous-traitant.	Se reporter au tableau de garanties ci-après
<b>Durée et maintien de la garantie</b>	
Cette garantie est accordée, conformément à l'article 1792-4-2 du code civil, pour une durée de dix ans à compter de la réception.	

## ASSURANCE DE RESPONSABILITE DECENNALE SUR DES OUVRAGES NON SOUMIS A L'OBLIGATION D'ASSURANCE

L'Assurance de responsabilité décennale sur des ouvrages non soumis à l'obligation d'assurance s'applique aux chantiers dont le coût total prévisionnel de construction HT tous corps d'état, y compris honoraires, déclaré par le maître d'ouvrage n'est pas supérieur à la somme de 7 000 000 Euros.

Nature de la garantie	Montant de la garantie
<p>Le contrat garantit la responsabilité de l'assuré, lorsque celle-ci est recherchée sur le fondement de la présomption établie par l'article 1792 du Code civil.</p> <p>La garantie couvre les travaux de réparation, notamment en cas de remplacement des ouvrages qui comprennent également les travaux de démolition, déblaiement, dépose ou démontage éventuellement nécessaires.</p>	Se reporter au tableau de garanties ci-après
Durée et maintien de la garantie	
Cette garantie est accordée, conformément à l'article 1792-4-1 du code civil, pour une durée de dix ans à compter de la réception.	

Le montant des garanties indiqué ci-dessous est délivré pour la totalité des assurés dénommés au contrat

## TABLEAU DE GARANTIES

INDEX DU BATIMENT BT 01 : valeur 131.20 applicable au 01/01/2025

Responsabilité Civile Décennale – Entreprises de construction		
Nature des garanties	Montant des garanties par sinistre (3)	Montant des franchises (non indexé) par sinistre (1) (2)
Responsabilité civile décennale ouvrages soumis à obligation d'assurance (gestion en capitalisation)		
Responsabilité décennale locateur d'ouvrages (articles L241-1 et L241-2 du code des assurances)	à hauteur du coût des travaux de réparation des dommages à l'ouvrage. Les travaux de réparation comprennent également les travaux de démolition, déblaiement, dépose ou démontage éventuellement nécessaires.	2 500 EUR
Responsabilité en qualité de sous-traitant (article 1792-4-2 du code civil)		
Responsabilité civile décennale ouvrages non soumis à obligation d'assurance		
Dommages matériels aux ouvrages non soumis à obligation d'assurance selon l'article L243-1-1 du code des assurances (y compris les frais de déblaiement)	1 870 000 EUR	2 500 EUR
Garanties complémentaires après réception		
Bon fonctionnement des éléments d'équipement sur ouvrages soumis à obligation d'assurance (article 1792-3 du code civil)	1 870 000 EUR	2 500 EUR
Bon fonctionnement des éléments d'équipement sur ouvrages non soumis à obligation d'assurance (article 1792-3 du code civil)	499 000 EUR	2 500 EUR
Dommages matériels affectant les travaux non constitutifs d'ouvrages	124 000 EUR	2 500 EUR
Dommages aux existants (y compris frais de déblaiement)	1 870 000 EUR	2 500 EUR
Dommages immatériels consécutifs	1 620 000 EUR	
Fonctionnement des équipements professionnels	249 000 EUR	2 500 EUR

(1) La franchise est doublée en cas de défaut ou d'insuffisance d'assurance du sous-traitant au jour du sinistre.

(2) Une seule franchise pour un même sinistre « Responsabilité civile décennale », la plus élevée.

(3) Les montants des garanties constituent notre engagement maximum pour l'ensemble des assurés.

**Au-delà de l'une de ces limites, qui conditionnent l'application du contrat, l'assuré doit se rapprocher de son assureur.**

La présente attestation ne vaut pas dès lors qu'il est recouru à un contrat collectif de responsabilité décennale (CCRD).

Elle n'implique qu'une présomption de garantie à la charge de l'assureur. Elle ne peut engager l'assureur, au-delà des clauses et conditions du contrat auxquelles elle se réfère.

Fait au Mans, 24.12.2024

L'Assureur,

